



# Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale  
15 avril 2016  
Français  
Original : anglais

---

## Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

### Dix-neuvième réunion

New York, 21 juin 2016

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

**Élection, conformément aux paragraphes 4  
et 5 de l'article 17 de la Convention,  
de onze membres du Comité pour remplacer  
ceux dont le mandat arrive à échéance  
le 31 décembre 2016**

## **Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la Convention, de onze membres du Comité pour remplacer ceux dont le mandat arrive à échéance le 31 décembre 2016**

### Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la dix-neuvième Réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 21 juin 2016, pour que les États parties procèdent à l'élection de 11 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2016 (voir sect. I). Les noms des personnes désignées par les États parties figurent à la section II du rapport et ceux des 12 autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2018, figurent à la section III du rapport.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 11 décembre 2015, a invité les États parties à soumettre, dans un délai de deux mois, des candidatures en vue de l'élection de 11 membres du Comité. On trouvera dans le présent rapport tous les curriculum

---

\* CEDAW/SP/2016/1.



vitae reçus au 7 mars 2016. Les candidatures reçues après cette date feront l'objet d'additifs à la présente note.

3. On trouvera ci-après, dans l'ordre alphabétique, les noms des candidats à l'élection au Comité, accompagnés des pays ayant présenté leur candidature. Les curriculum vitae des candidats, communiqués par les États parties concernés, figurent en annexe.

4. En outre, conformément au paragraphe 12 de la résolution [68/268](#) de l'Assemblée générale, la composition actuelle du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, est décrite en détail dans les sections I et II du présent document, dans lesquelles on trouve également les curriculum vitae des membres actuels du Comité, qui peuvent être consultés sur le site Web du Comité (voir [www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx)).

5. Au paragraphe 13 de ladite résolution, l'Assemblée générale encourage les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels des droits de l'homme, comme le stipulent les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

## I. Liste des 11 membres dont le mandat arrive à échéance le 31 décembre 2016

6. On trouvera des informations sur les membres du Comité (expérience professionnelle, systèmes juridiques et autres renseignements biographiques) sur le site Web du Comité, en cliquant sur leurs noms (voir [www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx)).

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>	<i>Membres depuis</i>
Bakhita al-Dosari	Qatar	2014 <sup>a</sup>
Nicole Ameline	France	2009
Barbara Bailey (Vice-Présidente)	Jamaïque	2009
Niklas Bruun	Finlande	2009
Hilary Gbedemah	Ghana	2013
Nahla Haidar	Liban	2013
Dalia Leinarte (Vice-Présidente)	Lituanie	2013
Theodora Oby Nwankwo	Nigéria	2013
Silvia Pimentel	Brésil	2005

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>	<i>Membres depuis</i>
Biancamaria Pomeranzi	Italie	2013
Xiaoqiao Zou	Chine	2005

<sup>a</sup> Le 4 novembre 2014, M<sup>me</sup> Al-Dosari a été nommée pour occuper le siège de Noor al-Jehani, qui a démissionné du Comité le 2 septembre 2014, jusqu'à la date d'expiration du mandat de celle-ci, le 31 décembre 2016.

## II. Liste des candidats désignés par les États parties

<i>Nom des candidats</i>	<i>Pays ayant présenté leur candidature</i>
Azanledji Ahzadi	Togo
Nicole Ameline	France
Gunnar Bergby	Norvège
Marion Bethel	Bahamas
Mabel Beatriz Bianco	Argentine
Samra Filipovic-Hadziabdic	Bosnie-Herzégovine
Hilary Gbedemah	Ghana
Suzany Gonzalez Zambrano	République bolivarienne du Venezuela
Nahla Haidar	Liban
Harkristuti Harkrisnowo	Indonésie
Renee Laiviera	Malte
Dalia Leinarte	Lituanie
Rosario G. Manalo	Philippines
Violeta Neubauer	Slovénie
Ernestine Ngongo Feza	République démocratique du Congo
Theodora Oby Nwankwo	Nigéria
Ana Peláez Narváez	Espagne
Jacqueline Pitanguy de Romani	Brésil
Bandana Rana	Népal
Wenyan Song	Chine
Sharifah Hapsah Syed Hassan Shahabudin	Malaisie
Franceline Toe-Bouda	Burkina Faso
Aicha Vall Verges	Mauritanie

7. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par les États parties concernés, figurent en annexe.

### III. Liste des 12 membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2018

13. On trouvera des informations sur les membres du Comité (expérience professionnelle, systèmes juridiques et autres renseignements biographiques) sur le site Web du Comité, en cliquant sur leurs noms (voir [www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx)).

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>	<i>Membre depuis</i>
Ayse Feride Acar	Turquie	2011 <sup>a</sup>
Gladys Acosta Vargas	Pérou	2015
Magalys Arocha Dominguez	Cuba	2015 <sup>b</sup>
Louiza Chalal	Algérie	2015
Naéla Gabr (Vice-Présidente)	Égypte	1999
Ruth Halperin-Kaddari	Israël	2007
Yoko Hayashi (Présidente)	Japon	2009
Lilian Hofmeister	Autriche	2015
Ismat Jahan	Bangladesh	2011
Lia Nadaraia	Géorgie	2015
Pramila Patten	Maurice	2003
Patricia Schulz (Rapporteuse)	Suisse	2011

<sup>a</sup> M<sup>me</sup> Acar a également été membre du Comité de 1998 à 2005.

<sup>b</sup> M<sup>me</sup> Arocha Dominguez a également été membre du Comité de 2005 à 2012.

## Annexe

### Curriculum vitae des candidats\*

#### Azanledji Ahzadi (Togo)

[Original : français]

##### Date et lieu de naissance

1<sup>er</sup> février 1962 à Lomé

##### Langue(s) de travail

Français

##### Situation/fonction actuelle

Magistrate, Premier Avocat général près la Cour Suprême du Togo, Point focal VIH et droits humains du Ministère de la justice du Togo. Enseignante au Centre de formation des professions de justice. Membre du Conseil supérieur de la magistrature du Togo.

##### Principales activités professionnelles

- Représentante du ministère public à la Cour Suprême du Togo : représente et défend les intérêts de la société dans les litiges portés devant la Cour suprême. Rédige à ce titre des conclusions dans chaque affaire portée devant la Cour suprême et assiste aux audiences de cette Cour en prenant des réquisitions ou en soutenant ses conclusions écrites.
- Enseigne « Le greffier du siège pénal » au Centre de formation des professions de justice.
- S'occupe de la discipline des magistrats en tant que membre du Conseil supérieur de la magistrature du Togo.

##### Études

- Études universitaires de 1981 à 1985 à l'Université du Bénin (Togo) à Lomé : droit des affaires
- Études postuniversitaires de 1986 à 1988 à l'École nationale d'administration à Lomé : magistrature
- 1989 : Stage de perfectionnement à l'École de la magistrature de Paris
- 1990 : Apprentissage de l'anglais au Centre culturel américain de Lomé

---

\* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Chargée des activités relatives à la protection de la population en général (femmes, enfants, personnes vivant avec le VIH, hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, prisonniers, etc.) et des magistrats et personnel de justice en particulier contre la discrimination et la stigmatisation liées au VIH. Effectue des activités de sensibilisation et de formation de la population sur ce sujet. Participe aux travaux du Conseil national de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles et l'assiste dans tout problème relatif au VIH et aux droits humains. Consultante loi VIH/sida et infections sexuellement transmissibles du Togo.
- Membre du comité interministériel de suivi du code des personnes et de la famille du Togo; anime des conférences relativement aux droits des femmes et apporte son appui technique aux associations de défense des droits des femmes comme le Groupe de réflexion et d'action femme, démocratie et développement au Togo.
- Membre de l'Association internationale des femmes juges et de la plateforme « Leadership féminin du Togo »

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits**

- « À qui revient la garde d'un enfant de parents séparés? », *Revue du Palais* n° 001 de décembre 1999 [Bulletin d'information de l'Association nationale des magistrats (Togo)]
- « Adoption : les insuffisances du Code des personnes et de la famille », *Revue du Palais* n° 003, juillet 2004
- « Objectif mondial en matière de VIH d'ici 2015 », *Revue du Palais* n° 010, octobre 2001

**Nicole Ameline (France)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance**

4 juillet 1952 à Saint Vaast-en-Auge, France

**Langue(s) de travail**

Français, anglais

**Situation/fonction actuelle**

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ancienne Présidente (2013-2014)
- Députée du Calvados (élue depuis 1991 au Parlement français)
- Membre de la Commission des affaires étrangères
- Membre de la Commission spéciale de lutte contre le système prostitutionnel
- Vice-Présidente du Groupe d'étude genre et droit des femmes à l'international et Membre du Groupe d'étude diversité et discriminations liées à l'origine
- Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme

**Principales activités professionnelles**

- Expertises et conseils aux gouvernements pour l'élaboration de politiques d'égalité professionnelle
- Initiative en faveur de l'éducation des filles en Égypte et Méditerranée
- Création d'une fondation européenne pour l'égalité professionnelle
- Participation aux réflexions et textes sur la place des femmes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. Déplacements sur les zones de crises et de conflits
- Organisation et participation à des événements sur l'égalité dans le monde
- Contribution avec l'Union interparlementaire à l'engagement des parlements nationaux en faveur de l'égalité
- Contribution à la diffusion et à la connaissance de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Consultations dans le cadre de la renégociation des organes de traités

**Études**

- Institut d'études politiques, Paris
- Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit public, option Droit communautaire, Université de Caen

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Ancienne représentante du Gouvernement français à l'Organisation internationale du Travail et ancienne ambassadrice en charge des questions sociales et de la parité dans les relations internationales
- Soutien à l'accès des femmes aux responsabilités politiques
- Expertises sur la dimension sociale de la mondialisation
- Ancienne Ministre de la parité et de l'égalité professionnelle
- Élaboration et mise en œuvre d'un plan en faveur de l'autonomisation des femmes
- Mise en place d'un dispositif législatif de lutte contre les violences conjugales
- Définition d'une politique d'égalité salariale entre les hommes et les femmes
- Lutte contre les stéréotypes, préjugés et traditions discriminatoires

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits**

Non applicable



## **Gunnar Bergby (Norvège)**

### **Date et lieu de naissance**

28 août 1947 à Oslo

### **Langue(s) de travail**

Anglais

### **Situation/fonction actuelle**

Directeur/Secrétaire général de la Cour suprême de Norvège depuis 1994 (emploi à temps complet)

### **Principales activités professionnelles**

Le Secrétaire général est responsable de l'administration de la Cour suprême, qui emploie actuellement 55 personnes, dont 30 avocats. S'occupe de la gestion de la Cour, notamment de la préparation des affaires dont elle est saisie, et de la communication avec les médias, les avocats et le personnel judiciaire. Travaille en étroite collaboration avec le Président de la Cour. Il prendra sa retraite en 2017, ayant atteint l'âge limite pour cette fonction.

### **Études**

Maîtrise de droit, faculté de droit de l'Université d'Oslo (1968-1974)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Chercheur à l'Université d'Aarhus, Danemark (1974)
- Conseiller juridique au Conseil pour l'égalité des sexes (1977-1979)
- Directeur adjoint du Bureau de l'ombudsman pour l'égalité des sexes (1979-1986), chargé des questions judiciaires relatives à la loi sur l'égalité des sexes. À ce titre, s'est occupé de mettre en place ce bureau, le premier au monde de ce type, et de le rendre opérationnel. A notamment rédigé des dispositions de la loi sur l'égalité des sexes et des rapports annuels sur les activités de l'ombudsman; diffusé des informations sur la loi et fait connaître celle-ci et les activités de l'ombudsman auprès de tous les groupes cible; participé à des activités de coopération nordique et à des réunions sur l'égalité des sexes.
- Magistrat de la ville d'Oslo (1986-1989)
- Juge en chef de la ville d'Oslo (1989-1994)
- Directeur/Secrétaire général de la Cour suprême de Norvège (de 1994 à ce jour). À ce titre, a participé à des réunions internationales sur la coopération et à des débats entre présidents et secrétaires généraux de cours constitutionnelles et de cours suprêmes, dont la Conférence des Cours constitutionnelles européennes et son Cercle des Présidents.
- Réunions bilatérales et visites d'observation de cours suprêmes d'autres pays

- Dans tous les postes qu'il a occupés, s'est attaché à promouvoir l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits**

Aucune

**Marion Bethel (Bahamas)****Date et lieu de naissance**

31 juillet 1951 à Nassau

**Langue(s) de travail**

Anglais (courant), espagnol et français (bonne connaissance)

**Situation/fonction actuelle**

Associée, conseil et avocate et associée gérante, Sears and Co. Chambers, Nassau (Bahamas)

**Principales activités professionnelles**

- Sears and Co. Chambers, Associée, conseil et avocate (septembre 1994 à ce jour) : droit administratif, droit des sociétés, droit commercial, contrats, transferts de propriété immobilière, droit de l'immigration, droit des assurances, droit matrimonial, actions en responsabilité
- Bureau du Procureur général, Nassau (Bahamas), Première avocate-conseil de la Couronne (janvier 1993 à septembre 1994) : instruction d'affaires civiles; assistance du Conseiller en chef; encadrement de cinq conseillers adjoints; conseil à des ministères et services gouvernementaux
- Conseil de la Couronne (novembre 1988 à décembre 1992) : instruction d'affaires pénales et civiles; conseil du ministère public en appel; conseil à des ministères et des services gouvernementaux; fourniture de conseils sur des procédures juridiques; conférences sur le droit de l'immigration, le droit des contrats, le droit constitutionnel et le droit pénal destinées aux fonctionnaires; assistance du Premier avocat-conseil de la Couronne; encadrement du conseiller adjoint de la Couronne
- Conseillère adjointe de la Couronne (décembre 1985 à octobre 1988) : instruction d'affaires pénales et civiles; conseil à des ministères et des services gouvernementaux
- Faculté d'anglais, Université des Bahamas, Chargée de cours à temps partiel (septembre 2007 à décembre 2007) : enseignement d'un cours d'initiation à l'écriture créative
- École de droit Eugene Dupuch, Nassau, (Bahamas), Chargée de cours à temps partiel (septembre 2003 à juillet 2004) : enseignement d'un cours sur le transfert de propriété immobilière et l'inscription au registre foncier à des étudiants en droit préparant l'examen du barreau

**Études**

- Université de Cambridge, Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) : licence de droit (1984); maîtrise de droit (1990)
- Université Columbia, New York : maîtrise d'éducation (1976)
- Université McGill, Montréal (Québec) : licence d'espagnol (1975)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Membre du Groupe d'experts indépendants chargé de surveiller l'élection des membres de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et des juges de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (avril 2015) : le Groupe a rédigé un rapport qui a été présenté à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains. L'objectif du Groupe était d'améliorer la visibilité, la transparence et la légitimité des élections de la Commission et de la Cour du système interaméricain des droits de l'homme.
- Citizens for Constitutional Equality, cofondatrice et coprésidente (août 2014) : sensibilisation du public et militantisme en vue de modifier les dispositions de la Constitution des Bahamas relatives à l'égalité des sexes
- Déléguée lors du Colloque judiciaire de la région des Caraïbes sur la promotion des droits de l'homme en faveur des femmes et des filles dans le cadre du système judiciaire, organisé à l'intention de hauts magistrats, sous les auspices du Secrétariat du Commonwealth, Georgetown (avril 1997)
- Coordonnatrice et Présidente du Comité des citoyens contre la violence et la peine de mort, Nassau (1996-1997)
- Représentante des Bahamas au Forum officiel de la cinquième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, septembre 1995)
- Représentante du Programme de lutte contre le racisme du Conseil œcuménique des Églises lors du Forum des organisations non gouvernementales de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, septembre 1995)
- Représentante du Programme de lutte contre le racisme du Conseil œcuménique des Églises lors du Forum des organisations non gouvernementales de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, septembre 1994)
- Organisation des États américains, Commission interaméricaine des femmes, Membre du Groupe d'experts (Washington, 1992-1993) : à l'occasion de réunions trimestrielles réparties sur un an, le Groupe d'experts a rédigé des réglementations-type sur la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes à l'intention des États membres.
- Membre du Conseil national consultatif des femmes (Nassau, 1991-1996)
- Représentante de la Caribbean Association for Feminist Research and Action et de Development Alternatives for Women for a New Era lors du Forum des organisations non gouvernementales de la Conférence internationale des droits de l'homme, (Vienne, juin 1991)
- Membre et représentante nationale de la Caribbean Association for Feminist Research and Action (Nassau et Trinité-et-Tobago, 1986-1996)
- Membre du Centre d'aide juridique de l'Association du barreau des Bahamas (1986-1987)
- Bénévole au Centre de crise pour les femmes (Nassau, 1985-1987) : accompagnement individuel et collectif de femmes

- Secrétaire générale de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (Nassau, 1982-1989)
- Bénévole au sein du Women's Counseling Project (projet d'accompagnement des femmes) à Barnard College (Université Columbia, 1980-1981) : ce projet a permis d'offrir à des femmes des services d'urgence, des informations et des conseils
- Défenseuse des victimes de viol à St. Luke's Hospital (New York)

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits**

- « Principles of Equality between women and men and Non-discrimination on the basis of sex » (article publié dans des journaux locaux)
- « Violence against Women and the Responsibility of the State » (article publié dans des journaux locaux)
- « Statelessness and the Right to Nationality in the Bahamas » (article non publié)

**Mabel Beatriz Bianco (Argentine)**

[Original : espagnol]

**Date et lieu de naissance**1<sup>er</sup> avril 1941 à Buenos Aires**Langue(s) de travail**

Espagnol, anglais, français, portugais

**Situation/fonction actuelle**

Présidente de la Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer et membre du Comité consultatif du Bureau régional de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Créée en 1989, la Fondation œuvre en faveur de l'amélioration de la condition des femmes en Argentine, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans le reste du monde. Fondatrice et coprésidente du Comité des ONG sur la condition de la femme pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

**Principales activités professionnelles**

Elle a été chargée de cours maître de conférences à la faculté de santé publique de l'Université de Buenos Aires et à la faculté de médecine de l'Université d'El Salvador (1967-1985). Elle a créé le Centre de recherche épidémiologique de l'Académie nationale de médecine, où elle a exercé les fonctions de chercheuse et de directrice (1978-1985). En 1984, elle a lancé le Programme « Femmes, santé et développement » au sein du Ministère de la santé publique, dont elle a dirigé le service des relations internationales de 1985 à 1989. En 2001, toujours pour le Ministère de la santé publique, elle a piloté le Programme national de lutte contre le sida et coordonné le projet LUSIDA de la Banque mondiale. Elle a été conseillère pour des entités des Nations Unies : Organisation panaméricaine de la santé/ Organisation mondiale de la Santé, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et Programme des Nations Unies pour le développement. Elle a en outre participé à des groupes de recherche aux niveaux régional et mondial et été conseillère auprès de fondations internationales et membre du conseil d'administration de certaines d'entre elles. Elle a pris part à des conférences régionales et mondiales de l'Organisation des Nations Unies et fait partie de la délégation officielle de l'Argentine à l'occasion de certaines d'entre elles.

**Études**

Diplômée de la faculté de médecine de l'Université d'El Salvador à Buenos Aires (1958-1964). Maîtrise de santé publique, École de médecine de l'Université d'El Valle à Cali, en Colombie (1966-1968). Spécialiste en épidémiologie et en statistiques médicales, École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, Université de Londres (1971-1972).

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

A participé à des projets visant à informer les femmes et les adolescentes de leurs droits, plaidé pour l'adoption de lois protégeant ces droits et œuvré en faveur de la responsabilisation et du suivi de l'application des lois aux côtés de femmes et d'adolescentes. A participé à la rédaction du rapport parallèle que l'Argentine a présenté au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Depuis 2013, elle fait partie du grand groupe des femmes et a participé à l'élaboration des objectifs de développement durable et du Programme 2030, dans le cadre de laquelle elle a présenté des vues et des propositions sur l'égalité des sexes. Avec l'appui du FNUAP, de l'UNICEF et de la Fondation Ford, elle a lancé des campagnes en faveur de l'élimination de la violence contre les femmes, portant notamment sur le VIH, l'élimination de la mortalité maternelle et les droits des adolescentes. Depuis 2013, elle tient une chronique hebdomadaire consacrée à l'égalité des sexes, diffusée à la radio et à la télévision. En 2011, elle a figuré sur la liste des 100 personnes qui mènent une action exemplaire en faveur des filles et des femmes, établie par Women Deliver, et sur la liste des 150 femmes qui font bouger les choses, établie par Newsweek.

### **Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits**

- *Violencia contra mujeres y niñas y sus consecuencias en la salud sexual y reproductiva en América Latina y el Caribe*, Bianco, M., ARROW Supplément, vol. 17 n° 2, octobre 2015
- *A 20 años de la Plataforma de Acción de Beijing : objetivos estratégicos y esferas de preocupación*, Bianco, M. and Winocur, M. (comp.), novembre 2014
- *Abuso Sexual en la Infancia*, Bianco, M et al., avril 2015
- *Violencia contra mujeres y niñas en Latinoamérica*, Bianco, M (comp.), février 2013

## **Samra Filipovic-Hadziabdic**

### **Date et lieu de naissance**

4 août 1966 à Sarajevo

### **Langue(s) de travail**

Allemand, anglais

### **Situation/fonction actuelle**

- Directrice de l'Agence de promotion de l'égalité des sexes de Bosnie-Herzégovine, principale instance nationale chargée de surveiller l'application de la loi sur l'égalité des sexes dans le pays
- Présidente du Comité directeur chargé de l'exécution du Plan d'action pour l'égalité des sexes de Bosnie-Herzégovine et Présidente du Conseil d'administration de l'instrument financier pour l'exécution du Plan d'action pour l'égalité des sexes
- Présidente du Conseil de coordination chargé de contrôler l'exécution du Plan d'action pour l'application de la résolution 1325 (2000) en Bosnie-Herzégovine
- Coordinatrice nationale de l'application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Bosnie-Herzégovine

### **Principales activités professionnelles**

- 2011-2014 : Fondatrice de la maîtrise d'études sur l'égalité des sexes et chargée de cours à l'Université de Sarajevo
- 2001-2005 : Fondatrice et première Directrice du Centre pour l'égalité des sexes de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, dont elle a rédigé le programme; à l'origine de la création du Centre pour l'égalité des sexes de la Republika Srpska
- 2001 : Conseillère du Président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine
- 1998 : Conseillère juridique de la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en Bosnie-Herzégovine (Département des droits de l'homme)
- 1994-1995 : Juriste à la Cour suprême de Vienne

### **Études**

- 2006 : Programme de bourses « Inclusive Security : Women Waging Peace », Harvard Kennedy School of Government, initiative du Hunt Alternatives Fund (Washington et Boston, États-Unis)
- 2005 : maîtrise de droit public et droit international public, faculté de droit de l'Université de Sarajevo; sujet de mémoire : « Instrument pour l'interprétation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes » (sous la direction de Jasna Bakšić)



- 2000 : Admission au barreau de Bosnie-Herzégovine
- 1995 : Université de Vienne, thèse doctorale sur les violations des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine (sous la direction de Manfred Nowak)
- 1996 : Semestre de droit des affaires, Santa Monica College, Los Angeles (États-Unis)
- 1989 : Diplôme de droit, faculté de droit de l'Université de Sarajevo

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Élaboration et pilotage de la mise en œuvre des principales politiques nationales de Bosnie-Herzégovine se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : Plan d'action pour l'égalité des sexes, Plan d'action national pour l'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) (en 2011, ce plan d'action était le premier de ce type en Europe du Sud-Est) et Cadre stratégique pour l'application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique
- Lancement, conception, instauration et coordination d'un mécanisme multidonateurs visant à financer l'exécution du Plan d'action pour l'égalité des sexes en Bosnie-Herzégovine
- Présidente et coordonnatrice de la délégation bosnienne pour la présentation des premier, deuxième et troisième rapports périodiques (présentés en un rapport unique) et des quatrième et cinquième rapports périodiques (présentés en un rapport unique) de la Bosnie-Herzégovine au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes lors de ses trente-cinquième et cinquante-cinquième sessions (en 2006 et en 2013 respectivement)
- Chef de la délégation bosnienne à la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (2014)
- Chef de la délégation bosnienne à la Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, tenue à Paris les 11 et 12 septembre 2013; membre du groupe de rédaction de la Déclaration
- Responsable de la coopération régionale des mécanismes institutionnels chargés de l'égalité des sexes pour les Balkans occidentaux, qui a abouti à la signature, par cinq pays de la région, de la Déclaration de Sarajevo (2005), de la Déclaration de la Méditerranée (2013) et de la Déclaration commune sur la coopération (2014)
- Membre des comités et des organes du Conseil de l'Europe ci-après : Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique; Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique; Comité de direction pour l'égalité entre les femmes et les hommes; centres de coordination nationaux de Bosnie-Herzégovine pour l'égalité des sexes

- Membre du réseau Women Waging Peace, Hunt Alternatives Fund (depuis 2006)
- Membre du Forum de Salzbourg

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits**

Ouvrages publiés sous sa direction :

- *Women Politicians during the Election Campaign 2010 : a Non-existing Image* (2010)
- *Prevalence and characteristics of violence against women in B&H* (2013)
- *Manual for harmonization of laws with Law on gender equality and with international gender equality principles* (2011)

Ouvrages dont elle est coauteur :

- *Gender GAP in BiH – Income* (2006)
- *Harmonization of Public and Personal Life to Achieve the Economic Empowerment of Women in BiH* (publié sur papier)
- *Feasibility study of mechanisms to support the economic empowerment of women in BiH* (publié sur papier)

## **Hilary Gbedemah (Ghana)**

### **Date et lieu de naissance**

1<sup>er</sup> octobre 1953, Nsawam (Ghana)

### **Langue(s) de travail**

Anglais

### **Situation/fonction actuelle**

Rectrice de l'Institut de droit, Accra, qui est la principale institution ghanéenne de formation professionnelle au droit. L'Institut fournit un enseignement parajuridique aux non-juristes et forme les juristes aux aspects précis du droit qu'ils doivent saisir. Les fonctions comprennent des cours (sur le droit de la famille, les droits de l'homme, les aspects juridiques de la gestion des ressources humaines et de la discrimination dans l'emploi, le droit successoral, les modes alternatifs de règlement des différends et le droit contractuel), la recherche, l'élaboration des programmes et des tâches administratives.

### **Principales activités professionnelles**

- Recherche sur le droit, l'égalité des sexes et les droits de l'homme, et le droit des ressources humaines
- Production de publications et d'écrits universitaires
- Élaboration de programmes de formation professionnelle au droit, production de supports pédagogiques
- Mise en œuvre de programmes d'études parajuridiques à l'Institut et ailleurs
- Action en association, en réseau et en coalition avec les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les parties prenantes gouvernementales et internationales
- Sensibilisation aux questions contemporaines des droits de l'homme : héritage, droits de propriété des époux; discrimination positive et représentation égale des femmes; droits économiques; accès aux ressources naturelles (eau, forêts et mines) et leur gestion
- Supervision des fonctions administratives et contrôle de la qualité des produits de l'Institut

### **Études**

- Maîtrise de droit, Georgetown University, Washington (1996)
- Licence de droit (mention), Université du Ghana, Legon (1995)
- Bachelor of Law (qualification professionnelle en droit) (1977)
- Les femmes cadres supérieurs, Institut ghanéen de gestion et d'administration publique
- Droit international humanitaire (certificat), Institut Henri Dunant, Genève (1998)

- Diplômée du programme Leadership and Advocacy for Women in Africa, Georgetown University, Washington (1996)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

Principales activités intéressant le mandat, listées par article (entre parenthèses) :

- A aidé à recenser les articles discriminatoires de la Constitution ghanéenne de 1992, et fait des présentations à la Commission d'examen de la Constitution (art. 5)
- A dialogué avec l'Association internationale des époux sur les aspects discriminatoires de la loi ghanéenne sur la nationalité (art. 9)
- A mené des campagnes de sensibilisation des législateurs et des communautés au projet de loi sur les droits conjugaux à la propriété et le projet de loi sur les successions intestats; a produit et présenté à l'Organisation internationale du Travail un document contenant des chapitres sur la prostitution et la traite des filles (art. 6)
- A fourni des consignes de rédaction, et a participé aux activités de mobilisation et de sensibilisation concernant le projet de loi de discrimination positive du Ghana (art. 7 et 8)
- A présenté des exposés sur les droits des femmes sur leur lieu de travail et leurs droits liés à la maternité (art. 11) et sur les droits économiques au Forum des ONG de Beijing +15
- A formé un club d'entreprise nommé Women on the Move pour aider les jeunes créatrices d'entreprises, a contribué à la publication de la Banque mondiale et de la Société financière internationale intitulée *Women, Business and the Law*, de 2012 à 2015 (art. 13)
- A exercé pendant sept ans en tant qu'avocate dans les zones rurales en représentant des femmes revendiquant leurs droits prévus par la loi (art. 14)

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- « Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa; Successes and Challenges from Ghana's Perspective », 2013
- « Trokosi : Twentieth Century Female Bondage – A Ghanaian Case Study », 2006
- « Enhancing Women's Representation in Governance through Affirmative Action »
- Manuscrit de 80 pages non publié établi pour Abantu for Development

**Suzany González Zambrano (République bolivarienne du Venezuela)**

[Original : espagnol]

**Date et lieu de naissance**

17 octobre 1986, Paris

**Langue(s) de travail**

Espagnol, français et anglais

**Situation/fonction actuelle**

- Consultante en droits fondamentaux des femmes auprès de la Commission de coordination du groupe parlementaire « Gran Polo Patriótico Simón Bolívar »
- Membre de la Commission nationale de promotion de l'Union nationale des femmes
- Membre de l'organisation non gouvernementale vénézuélienne Centro Juvenil de Derechos Humanos
- Professeur de systèmes internationaux de droits de l'homme à l'École des droits de l'homme du Service du Defensor del Pueblo

**Principales activités professionnelles**

- Directrice générale du Bureau de la coopération et des affaires internationales du Ministère du pouvoir populaire pour la femme et l'égalité des sexes (2013-2015)
- Professeur de droits de l'homme à la Universidad Experimental de la Seguridad (2014-2015)
- Deuxième Secrétaire de la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Section des droits de l'homme (2010-2013)
- Consultante technique à la Direction des affaires internationales du Service du Defensor del Pueblo (2007-2010)

**Études**

- Avocate, Université catholique Andrés Bello, République bolivarienne du Venezuela
- Maîtrise de droit pénal international, Université de Grenade (Espagne)
- Diplôme de droits fondamentaux de la femme et d'égalité des sexes, École des droits de l'homme, République bolivarienne du Venezuela
- Spécialisation en droit international des droits de l'homme, Universidad Latinoamericana y del Caribe (en cours), République bolivarienne du Venezuela; plusieurs cours de perfectionnement sur les droits de l'homme

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat  
du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Fondatrice du Mouvement de femmes pour la paix et la vie et de l'Union nationale des femmes
- Membre de la délégation officielle pour la présentation des rapports de la République bolivarienne du Venezuela auprès de quatre organes conventionnels (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Convention relative aux droits de l'enfant, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Comité des droits économiques, sociaux et culturels)
- Membre de la délégation officielle chargée du premier cycle de l'Examen périodique universel de la République bolivarienne du Venezuela
- Chef de la délégation vénézuélienne à la première réunion de haut niveau pour la définition des indicateurs et mécanismes d'intégration de la problématique hommes-femmes pour l'Union des nations de l'Amérique du Sud
- Membre de la délégation vénézuélienne à la deuxième réunion du Groupe de travail de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes pour la promotion de la femme; déléguée et responsable du programme international pour le premier Congrès vénézuélien des femmes

**Publications les plus récentes dans le domaine**

Sans objet

**Nahla Haidar El Addal (Liban)****Date et lieu de naissance**

22 juillet 1951, Liban

**Langue(s) de travail**

Arabe, anglais et français

**Situation/fonction actuelle**

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes depuis 2013.

**Principales activités professionnelles**

Plus de 35 ans d'expérience professionnelle, principalement au sein du système des Nations Unies, en diverses capacités, au Siège et sur le terrain, dans les domaines du développement social, de la gestion des ressources humaines, de la coordination des secours, de la formation et du renforcement des capacités en matière de gestion des situations d'urgence, de la consolidation de la paix et de la coopération au service du développement :

- Coordonnatrice adjointe pour la promotion de la femme, Office des Nations Unies à Genève
- Directrice du Bureau régional pour les États arabes (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) : priorité à la coopération au service du développement, y compris à la promotion des inventrices et des innovatrices dans la région
- Directrice adjointe, Projet de reconstruction des sociétés ravagées par la guerre (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets) : chargée des contacts et des études pour les projets de consolidation de la paix au Guatemala, au Rwanda et en ex-République yougoslave de Macédoine, et de l'autonomisation des femmes au niveau local par des processus participatifs d'action, de recherche et de dialogue
- Chef d'une unité couvrant l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afghanistan (Bureau de la coordination des affaires humanitaires), l'accent étant mis sur les questions de protection et sur les femmes dans les conflits
- Spécialiste des ressources humaines au Siège de l'ONU et à l'Office des Nations Unies à Genève, chargée notamment de l'amélioration de la représentation des femmes au niveau supérieur du Secrétariat
- Spécialiste des affaires sociales (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), chargée de projets de développement communautaire dans toute la région, et notamment de projets spéciaux visant à mieux intégrer les femmes dans le processus de développement

### **Études**

- Diplôme d'études supérieures de droit, avec spécialisation en sociologie du droit, Panthéon-Sorbonne, Paris
- Licence de droit, avec spécialisation en droit international et en charia islamique, Université Saint-Joseph, Beyrouth
- Licence de sociologie, sociologie du développement, École supérieure des lettres, Beyrouth

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Membre du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif à la Convention (2015-2016)
- Vice-Présidente de l'Équipe spéciale sur les enquêtes (2013-2014)
- Présidente du Groupe de travail sur les aspects de la réduction des risques de catastrophe et des changements climatiques ayant trait à la problématique hommes-femmes (depuis octobre 2015)
- Membre du groupe de travail sur la violence sexiste contre les femmes
- Membre du groupe de travail sur la recommandation générale n° 32 sur les femmes et les situations de réfugiés, d'asile, de nationalité et d'apatridie
- Membre du groupe de travail sur la recommandation générale n° 30 sur les femmes dans la prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit
- Membre du groupe de travail sur les méthodes de travail, et plus particulièrement sur la mise en œuvre de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale
- Membre du groupe de travail sur la Convention, ONU-Femmes et les objectifs de développement durable
- Membre du groupe de travail chargé de la coordination avec l'Union interparlementaire
- Membre du groupe de travail sur la coopération avec les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme
- Diverses activités de représentation du Comité et d'appui à l'élaboration de politiques et au renforcement des capacités par des actions de sensibilisation et de formation des fonctionnaires, des juristes et des militants de la société civile aux niveaux national et régional (Algérie, Fédération de Russie, Japon, Jordanie, Maroc, Royaume-Uni et Tunisie)

### **Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- A contribué à plusieurs rapports des Nations Unies, notamment sur la condition de la femme au Secrétariat, ainsi qu'à d'autres rapports ou documents de formation sur divers sujets à aspects liés à la problématique hommes-femmes, comme la protection des civils dans les conflits armés, les femmes face aux catastrophes, l'action humanitaire et la guerre, et l'Indice de réponse humanitaire.



**Harkristuti Harkrisnowo (Indonésie)****Date et lieu de naissance**

25 janvier 1956, Bogor (Indonésie)

**Langue(s) de travail**

Anglais, indonésien

**Situation/fonction actuelle**

- M<sup>me</sup> Harkrisnowo est une éminente universitaire, décideuse et militante indonésienne sur les droits de l'homme et les questions concernant les femmes. Elle est actuellement Présidente du Conseil des professeurs de l'Université d'Indonésie. Elle est également Directrice générale par intérim du Human Rights Resource Centre, groupe de réflexion basé à Jakarta s'intéressant aux questions liées aux droits de l'homme dans les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

**Principales activités professionnelles**

- M<sup>me</sup> Harkrisnowo est une universitaire très appliquée. Depuis 1991, elle a été conférencière de droit pénal et de droit des droits de l'homme dans le cadre du programme de troisième cycle de la faculté de droit et d'études du genre de l'Université d'Indonésie. Elle a également assuré des cours sur les droits de l'homme à la University of South Carolina et à l'Université de Beijing. En 2003, elle a créé le Human Rights Study Centre de l'Université d'Indonésie et l'a dirigé pendant huit ans.
- En tant que décideuse, elle a été nommée Directrice générale des droits de l'homme au sein du Ministère indonésien de la justice et des droits de l'homme (2006-2014). Sous sa houlette, l'Indonésie a ratifié avec succès quatre nouveaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à savoir la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et les deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Par ailleurs, elle a présidé les équipes qui ont élaboré la législation indonésienne relative à la protection des victimes et des témoins, la loi sur l'élimination des discriminations raciales et ethniques, le projet de loi sur les droits de la femme et la loi sur le nouveau système de justice des mineurs, et mis au point un module de formation sur le système de justice des mineurs à l'intention des responsables de l'application des lois.

**Études**

- Doctorat sur les systèmes de justice pénale, College of Criminal Justice, Sam Houston State University, Texas (États-Unis d'Amérique)
- Maîtrise des systèmes de justice pénale, College of Criminal Justice, Sam Houston State University, Texas (États-Unis d'Amérique)
- Licence de droit, Université d'Indonésie

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat  
du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Sa réputation d'experte et de militante en matière de droits de l'homme et de droit pénal lui a valu de participer à diverses activités de recherche et d'élaboration de politiques :
- Elle a dirigé de nombreux travaux de recherche sur les droits des femmes, et est devenue la principale experte de l'étude du droit pénal indonésien concernant les violences faites aux femmes. Au début des années 2000, un de ses projets de recherche a révélé que le système de droit pénal indonésien n'assurait pas une protection suffisante aux femmes et aux filles victimes de violences et a proposé de formuler des règles et des procédures d'application de la loi spécifiques à cette question. Elle a apporté une contribution inestimable à la réforme du système juridique indonésien, visant à mieux protéger les femmes et les enfants, et a pu ainsi utiliser son expérience pour faire progresser les droits des femmes et des filles à l'échelle mondiale.
- Elle a été membre de la délégation indonésienne à plusieurs sessions d'organes conventionnels des droits de l'homme des Nations Unies et à la Commission de la condition de la femme.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination  
à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- Équipe de recherche du Human Rights Resource Centre, « Violence, Exploitation, and Abuse and Discrimination in Migration Affecting Women and Children », dans *ASEAN : A Baseline Study*, Jakarta, Human Rights Resource Centre, 2013
- Harkrisnowo, Harkristuti, « Criminal Law and Violence against Women », dans *Understanding Various Forms of Violence Against Women and its Solutions*, Jakarta, Centre of Women and Gender Studies, 2000
- Harkrisnowo, Harkristuti, « Violence against Women in Socio-Legal Perspective », *Jurnal Hukum* (Journal d'études juridiques), n° 14, vol. 7, août 2000
- Harkrisnowo, Harkristuti, « Addressing Violence Against Women : A Proposal for Change in the Criminal Justice System », dans *Changing the Criminal Justice System to Eliminate Violence Against Women*, Jakarta, Mitra Perempuan, 1999

**Renee Laiviera (Malte)****Date et lieu de naissance**

29 mars 1949, Malte

**Langue(s) de travail**

Anglais, français, maltais

**Situation/fonction actuelle**

Commissaire et Directrice exécutive par intérim de la Commission nationale pour la promotion de l'égalité

**Principales activités professionnelles**

- Conduire des enquêtes sur les allégations de discrimination fondées sur les motifs énoncés au chapitre 456 des lois maltaises
- Identifier, élaborer et actualiser toutes les politiques liées directement ou indirectement à la question de l'égalité entre hommes et femmes
- Surveiller l'application des politiques de promotion de l'égalité entre hommes et femmes
- Établir des contacts avec les départements de l'administration publique et d'autres organismes et assurer la coordination nécessaire en ce qui concerne les mesures, services ou initiatives proposés par le Gouvernement ou la Commission
- Entretenir des contacts directs et continus avec des organismes nationaux et étrangers qui travaillent dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes et, au besoin, avec d'autres associations, organismes ou personnes
- Enquêter, donner des conseils et statuer sur toute question concernant l'égalité entre hommes et femmes dont elle est saisie par le Ministre
- Œuvrer en faveur de l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe

**Études**

- Maîtrise d'études maltaises – mémoire : l'égalité des sexes dans une perspective de défense des droits de l'homme
- Diplôme d'études politiques, Université de Malte
- Diplôme d'administration et de gestion de l'éducation, Université de Malte
- Certificat de formation d'enseignant Mater Admirabilis, spécialité français

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Représentante nationale du Comité consultatif de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Commission européenne

- Membre du Conseil d'administration de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes
- Représentante nationale au Comité des Parties à la Convention d'Istanbul
- Point de contact national pour la Commission pour l'égalité de genre, Conseil de l'Europe
- Membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe
- Membre de la Commission nationale sur la violence domestique
- Membre du Conseil national pour les personnes âgées
- Membre du Conseil national des examens
- Membre du Sénat de l'Université de Malte

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- Plusieurs articles sur les questions d'égalité publiés dans les journaux nationaux
- Consultante sur le guide par étape sur l'intégration de la problématique hommes-femmes, l'évaluation des incidences pour les hommes et les femmes et la liste récapitulative sur les projets d'infrastructure, 2012
- 45 articles de sensibilisation au problème de la violence domestique depuis différentes perspectives, 2011
- Rapport parallèle sur le rapport national de Malte au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2010

## **Dalia Leinarte (Lituanie)**

### **Date et lieu de naissance**

25 octobre 1958, Lituanie

### **Langue(s) de travail**

Anglais, russe

### **Situation/fonction actuelle**

- Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (depuis 2015)
- Professeur d'histoire de la famille et Directrice du Centre d'études sur l'égalité des sexes à l'Université de Vilnius (depuis 2000)
- Conseillère de la Commission interministérielle sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Lituanie (depuis 2000)
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes de l'Union européenne (depuis 2013)

### **Principales activités professionnelles**

- Université de Vilnius : domaines d'enseignement et de recherche : histoire de la famille; histoire des femmes; mouvements féminins; femmes et nationalisme; femmes et totalitarisme; traite des femmes; intégration d'une démarche antisexiste
- Commission interministérielle sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (Lituanie) : domaines d'expertise : droits de la femme et surveillance des positions prises par rapport à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, intégration d'une démarche antisexiste et égalité des sexes grâce aux programmes nationaux
- Professeur invité au Lucy Cavendish College, Université de Cambridge (depuis 2014)

### **Études**

- Doctorat d'histoire, Université Vytautas Magnus, Lituanie (1996)
- Professeur invité au Programme d'études sexospécifiques, Idaho State University, États-Unis d'Amérique (2005-2008)
- Chercheuse, American Association of University Women, États-Unis d'Amérique (2005-2006)
- Boursière Fulbright, State University of New York (2002-2003)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Membre du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif à la Convention (depuis 2014)

- Membre du Groupe de travail sur les femmes et la démocratie de la Communauté des démocraties (depuis 2010)
- Oratrice principale et participante à des conférences internationales récentes, dont : discours principal du Symposium international sur les études féminines (2015); discours principal à la conférence internationale organisée par la Friedrich-Ebert-Stiftung à l'occasion du dixième anniversaire de l'adhésion à l'Union européenne sur le thème des progrès et des lacunes en matière d'égalité des sexes (2014); participante à la réunion de haut niveau sur le thème de l'autonomisation des femmes dans le contexte du développement et des difficultés pour l'après-2015 (2014); participante à la conférence de haut niveau de la présidence lituanienne de l'Union européenne sur la façon dont l'égalité des sexes de facto peut contribuer aux objectifs de la stratégie Europe 2020 et sur l'efficacité des mécanismes institutionnels (2013)
- 2004-2007 : Rédactrice des troisième et quatrième rapports périodiques de la Lituanie au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- 2002-2003 : Coordinatrice internationale de la campagne de prévention de la traite des filles et des femmes dans les États baltes et de sensibilisation à la question
- 2002-2003 : Coordinatrice internationale des cours internationaux de formation sur la stratégie de prévention des violences à l'école : formation des formateurs : région de Kaliningrad, Bélarus, Russie, Lituanie

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- « The History of Cohabitation », éditrice invitée (avec Jan Kok), dans *The History of the Family: An International Quarterly* (2015)
- « Life Stories of Lithuanian Women, 1945-1970 », Brill/Rodopi, New York (2010), p. 242
- « Families in Europe between the 19th and the 21st century », *Romanian Journal of Population Studies* (2009)
- « Trafficking in Women and Prostitution in Lithuania », Vilnius University Press, Vilnius (2003)

## **Rosario G. Manalo (Philippines)**

### **Date et lieu de naissance**

2 octobre 1935, Manille

### **Langue(s) de travail**

Anglais, tagalog, espagnol et français

### **Situation/fonction actuelle**

- Représentante sortante des Philippines auprès de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN
- Conseillère principale aux affaires étrangères, Ministère des affaires étrangères
- Représentante des Philippines auprès du Conseil des gouverneurs et Membre du Comité exécutif de la Fondation Asie-Europe à Singapour

### **Principales activités professionnelles**

- Ancienne diplomate de carrière et Sous-secrétaire aux affaires étrangères, M<sup>me</sup> Manalo se consacre actuellement aux questions relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, en diverses qualités : Directrice du Centre pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des personnes de la Philippine Women's University; doyenne et conférencière, École des relations internationales et de la diplomatie Helena Z. Benitez, Philippine Women's University; conférencière professionnelle sur l'intégration régionale, Centre asiatique (études de troisième cycle), Université des Philippines; Directrice du programme de questions de sécurité internationales, collège national de défense des Philippines, Ministère de la défense nationale; Professeur du programme d'affaires consulaires et diplomatiques, école d'études multidisciplinaires, De La Salle-College of Saint Benilde; conférencière, Institut d'économie politique internationale, University of Asia and the Pacific et Miriam College (cours de maîtrise); conférencière, Institut du service diplomatique; Membre associée du Groupe d'études stratégiques du Collège de défense nationale des Philippines, Ministère de la défense nationale.

### **Études**

- Suit des cours de doctorat en développement social, Philippine Women's University
- Maîtrise de relations internationales et diplomatie, Long Island University, Brooklyn, New York
- Maîtrise d'administration publique, Université des Philippines
- Licence de droit, Université des Philippines
- Licence de jurisprudence, Université des Philippines
- Licence d'affaires étrangères, Université des Philippines

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- M<sup>me</sup> Manalo est une militante, exécutante et professeur spécialiste des questions liées à la parité et aux femmes, entre autres. En 2006, au terme de son mandat en tant qu'experte des Philippines auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, elle a été invitée par l'ancien Président des Philippines, Fidel V. Ramos, à participer à l'élaboration de la Charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Elle a présidé la rédaction de cet instrument juridique fondamental pour les 10 pays d'Asie du Sud-Est dont est composée l'ASEAN. On lui doit tout particulièrement l'article 14, qui concerne la création de l'organisme de l'ASEAN chargé des droits de l'homme. Dès lors, une fois la Charte entrée en vigueur, M<sup>me</sup> Manalo s'est employée à mettre sur pied ce qui est aujourd'hui la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN, un organisme intergouvernemental réunissant les 10 États membres de l'Association. Elle a accompli deux mandats de trois ans chacun depuis 2009, et finira ses travaux dans cet organisme en février 2016. En sa qualité de représentante des Philippines, elle est devenue la coordonnatrice de la Commission et s'est attachée à des questions concernant les droits fondamentaux des femmes et des filles, dont des études entreprises par des chercheurs de l'Institut asiatique de gestion sur la contribution des femmes au secteur entrepreneurial dans les pays de l'ASEAN, qui a concouru à la croissance économique de la région, ainsi qu'un rapport d'un chercheur de l'Université Ateneo de Manila sur les mécanismes de droits de l'homme de l'ASEAN œuvrant à la protection des femmes et des filles.
- A introduit l'obligation, pour tous les étudiants de l'école des arts et sciences humaines de la Philippine Women's University, de suivre un cours d'un semestre sur la participation des deux sexes au développement.
- A mis au point, à l'intention du Ministère des affaires étrangères, un manuel visant à former le personnel diplomatique philippin à s'efforcer d'intégrer une démarche antisexiste dans toutes les missions et consulats des Philippines à l'étranger et à aider les travailleurs philippins expatriés à comprendre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à y avoir accès pour protéger leurs droits fondamentaux.
- Travaille actuellement avec la Commission de l'enseignement supérieur des Philippines à la promotion de l'égalité des sexes dans toutes les institutions d'enseignement supérieur appelées à jouer un rôle dans l'intégration de l'ASEAN.
- A présidé la réunion de hauts fonctionnaires lors de la Conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : examen Beijing +20, tenue du 17 au 20 novembre 2014 à Bangkok.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

M<sup>me</sup> Manalo n'est pas chercheuse et n'a pas produit de publications.



## **Violeta Neubauer (Slovénie)**

### **Date et lieu de naissance**

31 mars 1954, Slovénie

### **Langue(s) de travail**

Anglais, italien, croate

### **Situation/fonction actuelle**

- Experte indépendante, droits fondamentaux de la femme et égalité des sexes
- Retraitée après 20 ans d'activité professionnelle dans le domaine de l'élaboration de politiques en faveur de l'égalité des sexes

### **Principales activités professionnelles**

- 2011-2012 : coordonnatrice, Service de l'égalité des chances et de la coordination européenne, Ministère du travail, de la famille et des affaires sociales
- 1992-2011 : coordonnatrice de la coopération internationale, Bureau pour l'égalité des chances
- 1990-1991 : congé sans solde
- 1976-1989 : éditrice et traductrice, maison d'édition Cankarjeva založba, Ljubljana

### **Études**

Études de sociologie à la faculté de sociologie, de science politique et de journalisme, Université de Ljubljana (1973-1977)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2007-2014); Rapporteuse (2009-2010) et Vice-Présidente (2013-2014) du Comité; membre de différents groupes et équipes de travail du Comité; réalisation d'une enquête au titre de l'article 8 du Protocole facultatif; représentation du Comité à différents conférences, séminaires et autres manifestations organisées aux niveaux international, régional et national
- Aide au renforcement des capacités, services d'expert, services consultatifs, aide en matière de sensibilisation et d'examen des lois sur l'égalité des sexes fournis à 15 États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Activités de promotion et d'appui pour la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul et de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination  
à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- Version finale du thesaurus et glossaire européen sur l'égalité des sexes, élaboré dans le cadre d'un contrat avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, juillet 2015
- « How could the Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women be implemented in the EU legal framework? », Parlement européen, Bruxelles (2011)
- « Women and Politics in Slovenia », in : *Das politische System der Republik Slowenien in der Zeit vor dem EU Beitritt*, Die Deutsche Bibliothek, Bureau de liaison autrichien de science et de recherche, Ljubljana (2010), p. 309 à 327.

**Ernestine Ngongo Feza (République démocratique du Congo)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance**

21 novembre 1966, Lubumbashi (République démocratique du Congo)

**Langue(s) de travail**

Français, swahili, lingala

**Situation/fonction actuelle**

- Conseillère du Ministre de la justice et des droits humains et Garde des sceaux, chargée de la lutte contre les violences sexuelles, de la protection de l'enfant et de la veuve, de l'adoption et des relations avec les cours et tribunaux, depuis 2014
- Haute magistrate avec grade d'avocat général près la cour d'appel, 2016
- Conseil sur la liste de la Cour pénale internationale, depuis 2013

**Principales activités professionnelles**

- En tant que magistrate, je supervise les parquets de grande instance qui dépendent de la cour d'appel à laquelle je suis rattachée. Ainsi j'inspecte les actes posés par les magistrats de ces parquets dans les différents dossiers qu'ils instruisent dont ceux avec prévenus en détention. Je contrôle aussi différentes prisons dont le centre pénitentiaire de Makala à Kinshasa.
- En tant que conseillère du Ministre de la justice et des droits humains et Garde des sceaux, je m'occupe des victimes des violences sexuelles, je suis chargée de protéger les enfants et les veuves souvent abandonnés à la mort de leurs parents et conjoints. Je m'occupe aussi de la mise en pratique du principe de la parité dans l'administration judiciaire.
- En tant que conseil sur la liste de la Cour pénale internationale, j'ai assisté plusieurs témoins de violences de guerres dont celles faites aux femmes et aux enfants.

**Études**

- Formation sur le crime environnemental pour les procureurs, Kinshasa, 2014
- Formation sur la lutte contre les violences faites aux femmes, Nantes (France), 2008
- Formation à la technique du contre-interrogatoire de la Cour pénale internationale, Université de Montréal (Canada), 2004
- Licence en droit économique et social de l'Université de Lubumbashi, 1994

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat  
du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Membre de l'association des femmes magistrates de la République démocratique du Congo où je milite contre la discrimination des femmes par rapport aux droits reconnus aux magistrats
- Participation au Comité de pilotage pour le protocole de collaboration de la mise en œuvre de la loi du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant en République démocratique du Congo
- Participation à la conférence d'experts internationaux et nationaux de haut niveau sur la protection des victimes et des témoins du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme, Kinshasa
- Directrice chargée de la lutte contre les violences faites aux femmes au sein de l'association Culture pour la paix et justice, à ce jour

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination  
à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- *Égalité des citoyens devant les charges fiscales. Cas de l'impôt progressif et de l'impôt proportionnel*, mémoire de licence, licence en droit économique et social à l'Université de Lubumbashi

## **Theodora Oby Nwankwo (Nigéria)**

### **Date et lieu de naissance**

22 septembre 1956, Nigéria

### **Langue(s) de travail**

Anglais

### **Situation/fonction actuelle**

- Experte, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, depuis 2012
- Directrice exécutive, Civil Resource Development and Documentation Centre, organisation non gouvernementale œuvrant à la promotion et à la défense des droits de l'homme, des droits de la femme, de l'égalité des sexes, de la bonne gouvernance et de l'accès à la justice
- Experte et consultante indépendante en problématique hommes-femmes et développement auprès, notamment, des organismes des Nations Unies et de la Banque africaine de développement, pour les questions relatives à la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'établissement des budgets, à la lutte contre la corruption, aux droits de la femme, à l'accès à la justice et aux politiques en matière de parité des sexes.

### **Principales activités professionnelles**

- Retraitée de la magistrature nigériane après 23 années de service
- Dirige une organisation non gouvernementale qui promeut les droits de la femme et offre des services juridiques gratuits aux femmes indigentes
- Formatrice et facilitatrice pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les droits de la femme et la condition féminine; est au premier plan de la campagne en faveur du respect de l'égalité des sexes depuis plus de 30 ans
- Représente l'Afrique au Comité directeur de la Coalition pour la Cour pénale internationale
- Présidente du comité de coordination des organisations de la société civile pour la réforme constitutionnelle et électorale
- Fondatrice et coordonnatrice de la National Coalition on Affirmative Action, réseau d'organisations de la société civile œuvrant pour l'intégration de la Convention dans la législation nationale et l'adoption d'une politique de discrimination positive pour une participation accrue des femmes à la gouvernance au Nigéria
- Membre du Comité technique national sur la Convention, du comité national d'examen des lois discriminatoires contre les femmes et de l'équipe chargée de la justice pour les femmes de la Cour pénale internationale
- Membre du conseil d'administration de plusieurs organisations non gouvernementales et institutions, notamment la Nigeria Book Foundation

**Études**

- LL. M, Université du Nigéria (1992)
- B. L., faculté du droit du Nigéria (1980)
- LL. B., Université du Nigéria (1979)
- Women's Global Leadership Institute, Rutgers University, New Jersey (1999)
- Academy on Human Rights and Humanitarian Law, Washington College of Law, American University, Washington (2003)
- Formation intitulée « Utilisation des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour faire respecter les droits de l'homme », Organisation mondiale contre la torture, Genève (2002)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Participation active, en tant que coordonnatrice, au plaidoyer législatif et à la campagne pour l'intégration de la Convention dans la législation nationale
- Établissement de rapports parallèles d'organisations non gouvernementales sur la Convention
- Fourniture au Gouvernement de conseils techniques sur les rapports périodiques que les pays doivent établir au titre de la Convention
- Conseillère de la Open Society Initiative for West Africa pour l'analyse comparée des processus d'intégration de la Convention et du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme en Afrique dans la législation nationale de différents pays d'Afrique pour faciliter le processus au Nigéria (2009)
- Conseillère auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la stratégie nationale nigérienne de lutte contre la corruption, auprès d'ONU-Femmes pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les systèmes et politiques de gestion des finances publiques des organismes gouvernementaux libériens, l'élaboration de politiques sexospécifiques et de cadres de résultats stratégiques
- Participation à tous les dialogues entre le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Nigéria depuis 2004
- Membre du groupe d'experts sur les bonnes pratiques législatives réprimant la violence à l'égard des femmes de la Division de la promotion de la femme, Vienne (2008)

**Listes des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- « Gender Inequality and South Sudan's Parallel Legal Frameworks: A Case for Coordinated Approach », bureau d'ONU-Femmes au Soudan du Sud (2013)
- *Affirmative Action Strategies: Perspectives from around the Globe*, Egwu and Nwankwo (éd.)

- « Nigeria's Obligation to Women under Human Rights Treaties and Instruments – Issues, Realities and Challenges », chapitre 3 in: *Affirmative Action for Women*, Nwankwo and Surma (éd.)
- « Implications of the Failure of the ICC to Prosecute SGBV in the Lubanga Case », chapitre 11 in: *Domestic Implementation of the Rome Statute of the ICC*, Nwankwo and Olugbuo (éd.)

## **Ana Peláez Narváez (Espagne)**

[Original : espagnol]

### **Date et lieu de naissance**

4 octobre 1966, Zafra (Espagne)

### **Langue(s) de travail**

Espagnol, anglais, français

### **Situation/fonction actuelle**

- Conseillère sur les relations internationales et le développement à l'étranger de la Organización Nacional de Ciegos Españoles
- Commissaire aux affaires féminines du Comité Español de Representantes de Personas con Discapacidad (CERMI)
- Vice-Présidente de la Fundación CERMI Mujeres
- Présidente du Comité de Mujeres del Foro Europeo de la Discapacidad (EDF)

### **Principales activités professionnelles**

- Responsable du suivi, de l'analyse et de l'amélioration des initiatives législatives et de l'élaboration de politiques aux niveaux international, européen et national visant à assurer la prise en compte des handicaps et de la problématique hommes-femmes pour renforcer la protection des droits des femmes et des filles handicapées
- Représentante des organisations susmentionnées auprès de diverses instances des Nations Unies comme le Conseil des droits de l'homme, de comités et d'organismes, ainsi que d'organismes internationaux, notamment du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, de la Commission européenne ainsi que de l'Assemblée nationale et du Sénat espagnols
- Organise et dirige des campagnes de collecte de fonds et des projets de coopération internationale visant à promouvoir les droits fondamentaux de la femme handicapée dans différentes régions du monde

### **Études**

- Licence en science de l'éducation, Université de Séville (Espagne)
- Licence en psychologie, Université de Séville (Espagne)
- Maîtrise sur le thème des besoins particuliers des personnes handicapées et cours de doctorat, Université de Salamanque (Espagne)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Membre du Comité des droits des personnes handicapées et coordonnatrice du Comité pour les questions relatives à la problématiques hommes-femmes. A dirigé la demi-journée de débat général sur les femmes et les filles



handicapées. A coprésidé le groupe de travail chargé de rédiger l'observation générale sur les femmes handicapées (art. 6). A représenté le Gouvernement espagnol pour l'élaboration de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en mettant l'accent sur la transversalisation de la problématique hommes-femmes notamment dans le cadre de l'article 6

- Expert de la problématique hommes-femmes au Conseil de l'Association royale sur l'invalidité, à l'Observatoire de la santé des femmes du Ministère de la santé et de la consommation, à l'Observatoire national des violences faites aux femmes et au Conseil d'administration de l'Institut pour la femme
- Membre du Conseil d'administration du Lobby européen des femmes (2010-2014)
- Participation en tant que représentante de la société civile aux travaux de la Commission de la condition de la femme (New York) depuis 2010.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- *Debate General sobre Mujeres y Niñas con Discapacidad*, Ministère des affaires étrangères et de la coopération (2014)
- *La transversalidad de género en las políticas públicas de discapacidad*, vol. I et II, CERMI, 2012 (Generosidad, 2013)  
[www.cermi.es/es-ES/ColeccionesCermi/Cermi.es/Lists/Coleccion/Attachments/98/La%20transversalidad%20del%20genero.pdf](http://www.cermi.es/es-ES/ColeccionesCermi/Cermi.es/Lists/Coleccion/Attachments/98/La%20transversalidad%20del%20genero.pdf)  
[www.cermi.es/es-ES/ColeccionesCermi/generosidad/Lists/Publicaciones/Attachments/4/VOLUMEN%204%20COLECCION%20GENEROSIDAD.pdf](http://www.cermi.es/es-ES/ColeccionesCermi/generosidad/Lists/Publicaciones/Attachments/4/VOLUMEN%204%20COLECCION%20GENEROSIDAD.pdf)
- *Plan de Igualdad de Género para Entidades de la Discapacidad del Tercer Sector*, CERMI (2011)  
[www.cermi.es/es-ES/MujeresDiscapacidad/Publicaciones/Lists/Otras/Attachments/3/Plan%20de%20Igualdad%20para%20Entidades%20de%20la%20Discapacidad%20del%20Tercer%20Sector.pdf](http://www.cermi.es/es-ES/MujeresDiscapacidad/Publicaciones/Lists/Otras/Attachments/3/Plan%20de%20Igualdad%20para%20Entidades%20de%20la%20Discapacidad%20del%20Tercer%20Sector.pdf)
- *2° Manifiesto de los Derechos de las Mujeres y Niñas de la Unión Europea: Una Herramienta para Activistas y Actores Políticos*, CERMI/EDF (2011)  
[cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/Members%20Room/women%20comm](http://cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/Members%20Room/women%20comm)
- *Maternidad y Discapacidad*, CERMI (2009)  
[www.cermi.es/es-ES/ColeccionesCermi/Barclays/Paginas/Inicio.aspx?TSMEIdPub=1](http://www.cermi.es/es-ES/ColeccionesCermi/Barclays/Paginas/Inicio.aspx?TSMEIdPub=1)

## **Jacqueline Pitanguy de Romani (Brésil)**

### **Date et lieu de naissance**

16 octobre 1945, Rio de Janeiro (Brésil)

### **Langue(s) de travail**

Français, anglais, espagnol

### **Situation/fonction actuelle**

Jacqueline Pitanguy est membre du Conseil national des droits de la femme, qu'elle représente en tant qu'experte à la Commission nationale de la population et du développement. En 1990, elle a fondé la CEPIA (Citoyenneté, études, information et action), une organisation non gouvernementale luttant contre le sexisme, où elle travaille toujours. Elle est également membre du Groupe consultatif d'ONU-Femmes au Brésil.

### **Principales activités professionnelles**

- Professeur de sociologie, Université catholique pontificale de Rio de Janeiro et Rutgers University, New Jersey (États-Unis).
- De 1986 à 1989, Présidente du Conseil national des droits de la femme, nommée sur proposition du Président du Brésil
- Cofondatrice du Conseil de la Commission sur la citoyenneté et la procréation
- Cofondatrice et Directrice exécutive du Civil Society Forum in the Americas, pour lequel elle a coordonné un projet de programme des droits de l'homme pour les pays du MERCOSUR
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation et du Conseil de rédaction de la *Revue internationale de l'éducation* de l'UNESCO
- Membre de la délégation brésilienne à diverses conférences régionales et internationales des Nations Unies et à diverses réunions préparatoires, y compris celle de la Commission de la condition de la femme

### **Études**

Jacqueline Pitanguy est sociologue et politologue. Elle a étudié à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et à l'Université catholique du Chili. Elle a fait ses études de doctorat à l'Université de Sao Paulo.

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Dans le cadre de la CEPIA, Jacqueline Pitanguy élabore des initiatives d'autonomisation des femmes à faible revenu et travaille actuellement avec des adolescents et des jeunes sur un projet de santé sexuelle et procréative. Elle a également organisé des campagnes de sensibilisation sur la violence contre les femmes et sur les droits liés à la sexualité et à la procréation à la radio et à la télévision, ainsi que sur les médias sociaux.

- Elle est membre du conseil de rédaction du *Health and Human Rights Journal* de l'Université de Harvard et membre du conseil d'administration de la Société internationale pour le développement; et elle a été présidente du conseil d'administration du Fonds mondial pour les femmes.
- Elle intervient dans des conférences, réunions et séminaires nationaux et internationaux et a été inscrite sur la liste de 2011 de Women Who Deliver en reconnaissance de son travail pour la protection et la défense des droits fondamentaux des femmes et des filles.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- Jacqueline Pitanguy est auteur de nombreuses publications au Brésil et dans d'autres pays.
- Dernière publication : « Women's Human Rights and the Political Arena of Brazil: from dictatorship to democracy », in: *Women and Girls Rising*, Ellen Chesler and Terry McGovern (éd.), Routledge Editors, New York et Londres (2015)

## **Bandana Rana (Népal)**

### **Date et lieu de naissance**

15 août 1961, Katmandou

### **Langue(s) de travail**

Anglais, népalais et hindi

### **Situation/fonction actuelle**

- Membre du comité directeur de haut niveau népalais sur la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité
- Membre du comité de suivi de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Membre du Groupe consultatif mondial de la société civile (ONU-Femmes)
- Membre du Groupe consultatif régional sur les femmes et la paix et la sécurité (CESAP)
- Présidente de Global Network of Women's Shelters
- Membre du comité directeur de Global Network of Women Peacebuilders
- Coprésidente du Comité des ONG sur la condition de la femme dans la région Asie-Pacifique
- Directrice stratégique de Saathi (organisation non gouvernementale s'occupant de la violence contre les femmes)

### **Principales activités professionnelles**

- Ancienne Présidente de la Commission nationale pour les femmes
- Coordonnatrice du réseau national contre la violence domestique, a joué un rôle de premier plan dans la promotion de la loi de 2009 relative à la violence domestique
- Chef de l'équipe chargée du programme visant à éliminer les barrières sociales qui entravent la promotion de la femme, élaboré pour appuyer la stratégie et le plan d'action nationaux de lutte contre la violence sexiste
- Conseillère principale du Ministère de la paix et de la reconstruction dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'action national concernant les résolutions [1325 \(2000\)](#) et [1820 \(2008\)](#) du Conseil de sécurité; a animé des séances de formation en Afghanistan, en Inde et en Iraq
- Organisatrice des conférences nationales sur Beijing +15 et Beijing +20
- A travaillé 20 ans à la Télévision népalaise et fondé le Women's Media Forum for Promotion of Gender Equality
- En tant que membre du Groupe consultatif de haut niveau chargé de l'étude mondiale sur l'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité, elle a largement contribué à rassembler les points de vue et les données d'expérience de la société civile dans la région Asie-Pacifique

### Études

- Diplôme de troisième cycle sur les femmes journalistes, FOJO (Suède) (1997)
- Diplôme de troisième cycle en gestion de projets, Atlanta Management Institute (États-Unis d'Amérique) (1992)
- Diplôme de troisième cycle sur l'information et les questions d'actualité, Radio Netherlands Training Centre (Pays-Bas) (1987)
- Maîtrise de littérature anglaise (1983), et licence de psychologie, de culture et d'anglais (1981-1982), Université Tribhuvan (Népal)

### Autres principales activités dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- A contribué activement à mettre en avant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour promouvoir l'égalité hommes-femmes et la lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes grâce à des activités de renforcement des capacités et de mobilisation des médias et en mettant au point des outils d'information sur la Convention et ses liens avec la Déclaration et le Plan d'action de Beijing, les objectifs du Millénaire pour le développement et la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité
- A participé aux travaux de l'équipe de rédaction des rapports parallèles sur la Convention en 2004, 2009 et 2011
- A participé activement à la campagne de sensibilisation pour la ratification du Protocole facultatif à la Convention
- A mené des activités de formation et d'orientation régionales en Asie et dans le Pacifique sur la recommandation générale n° 30 (2013) relative aux femmes dans la prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit et sur son importance pour les femmes et la paix et la sécurité
- A fourni activement des conseils, une assistance juridique et un soutien à la réinsertion aux femmes victimes d'actes de violence
- Membre de la délégation népalaise aux cinquante-cinquième, cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme; à la Conférence asiatique sur la population et le développement (2013); et à la Conférence Asie-Pacifique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : Beijing +20 (2014)

### Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Rapport des organisations non gouvernementales sur Beijing +20 (2014)
- Rapport de suivi de la première année (2012) et rapport de suivi à mi-parcours (2014) de l'application du plan d'action national relatif aux résolutions [1325 \(2000\)](#) et [1820 \(2008\)](#) du Conseil de sécurité (Gouvernement népalais)
- Étude de l'application de la loi sur la violence dans la famille (infractions et peines y relatives), OSF/Saathi (2011)
- Analyse de la situation concernant les violences sexuelles dans les districts de Surkhet et de Dang du Népal, FNUAP/Saathi (2008)

## **Wenyan Song (Chine)**

### **Date et lieu de naissance**

6 janvier 1961, Heilongjiang (Chine)

### **Langue(s) de travail**

Anglais, chinois

### **Situation/fonction actuelle**

- Directrice générale adjointe, Département international de la Fédération des femmes chinoises
- Membre du Conseil d'administration de l'Association du peuple chinois pour la paix et le désarmement
- Membre du Conseil d'administration de l'Association chinoise pour les Nations Unies

### **Principales activités professionnelles**

- M<sup>me</sup> Song œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes depuis 1998. S'étant rendue dans plus de 50 pays où elle a rencontré des femmes de tous les milieux, elle a une parfaite connaissance des questions relatives à la problématique hommes-femmes, aux droits de l'homme et au développement.
- Elle a participé en tant que représentante et observatrice à presque toutes les grandes conférences organisées par les Nations Unies sur les femmes, y compris la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Sommet mondial pour le développement social à Copenhague et d'autres réunions tenues aux niveaux international et régional depuis les années 90, ainsi qu'à presque toutes les sessions tenues par la Commission de la condition de la femme depuis 1995.
- Elle intervient au nom des organisations non gouvernementales lors des sessions de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des droits de l'homme; et elle organise des réunions en marge des sessions de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des droits de l'homme où elle intervient également.
- Elle participe à des séminaires internationaux sur les droits de l'homme, intervient lors de réunions internationales et fait partie de groupes de rédaction de documents finals.
- Elle organise des conférences internationales sur les femmes en Chine, comme Beijing +5, +10, +15 et +20, et sur les femmes et le développement durable, etc.
- M<sup>me</sup> Song possède de grandes connaissances théoriques et une solide expérience pratique des questions concernant l'égalité des sexes et a été professeur de collège pendant trois ans.

**Études**

- Maîtrise dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'éducation et du développement, School of Education, Manchester University (de 1996 à 1997)
- Licence en droit, Département des politiques et relations internationales, Université Renmin (Chine) (de 1996 à 1998)
- Licence de linguistique et de littérature anglaises, Département des langues étrangères, Northeast Normal University (de 1982 à 1986)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- M<sup>me</sup> Song œuvre depuis longtemps en faveur de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle a organisé de nombreux ateliers de formation sur la Convention en Chine pour faire mieux connaître aux magistrats, aux parlementaires, aux procureurs, à la police, aux dirigeants, aux universitaires, aux militants et aux médias l'esprit et la teneur de la Convention, promouvant ce faisant l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- Pour diffuser la Convention dans diverses régions en Chine, notamment auprès des groupes ethniques, elle a pris l'initiative de traduire la Convention dans les langues des minorités ethniques et de les faire imprimer sous forme de brochures pour diffusion dans les localités concernées.
- M<sup>me</sup> Song a fait partie des groupes de rédaction des rapports uniques (valant troisième et quatrième rapports et septième et huitième rapports) de la Chine sur l'application de la Convention et a participé aux sessions durant lesquelles le Comité a examiné ces rapports. Elle a ensuite organisé des ateliers en Chine sur les observations finales adoptées par le Comité à l'issue de l'examen de ces rapports, afin de les faire appliquer et de les faire connaître au public.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- « My trip to Sudan »
- « Women's movement seen through CSW »

## **Sharifah Hapsah Syed Hassan Shahabudin (Malaisie)**

### **Date et lieu de naissance**

16 août 1947, Kedah (Malaisie)

### **Langue(s) de travail**

Anglais, malais

### **Situation/fonction actuelle**

- Présidente du Conseil national des organisations féminines malaisiennes (depuis 2000)
- Conseillère principale pour le programme PERMATA au Département du Premier Ministre malaisien
- Membre du Conseil consultatif national sur la condition féminine, Ministère malaisien de la femme, de la famille et du développement communautaire (depuis 2015)

### **Principales activités professionnelles**

- Professeur émérite, faculté de médecine, et ancienne rectrice de l'Université nationale de Malaisie
- Œuvre activement en faveur de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes dans le cadre du Conseil national des organisations féminines malaisiennes et du Conseil consultatif national sur la condition de la femme du Ministère malaisien de la femme, de la famille et du développement communautaire; a collaboré avec le Ministère pour la création de la chaire et du Centre de recherche pour l'égalité des sexes à l'Université nationale de Malaisie
- Membre de la Confédération of Women's Organizations de l'ASEAN, qu'elle a présidée de 2013 à 2014
- Cofondatrice du Conseil malaisien de lutte contre le sida; a été active dans la prévention du VIH/sida chez les femmes aux niveaux national et international, notamment à l'Organisation mondiale de la Santé et dans l'optique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- En tant que membre du Conseil national sur l'informatique, elle a promu l'utilisation des technologies de l'information et des communications chez les femmes et les organisations féminines et contribué aux travaux du groupe de travail sur les technologies de l'information et des communications du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Promotion active de l'entrepreneuriat comme moyen de lutter contre la pauvreté
- Présidente du comité de rédaction du rapport parallèle de la Malaisie au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes



- Membre de la Commission malaisienne des droits de l'homme (de 2004 à 2006)
- Membre de la Commission pour l'intégrité des institutions de maintien de l'ordre (de 2010 à 2013)

### **Études**

- Doctorat en médecine, Université de Malaya
- Maîtrise d'éducation sociosanitaire, University of New South Wales (Australie)
- Diplôme de médecine et de chirurgie, Université de Malaya

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Syed Hassan Shahabudin est bien connue au sein du mouvement pour la promotion de la condition de la femme en Malaisie grâce au Conseil national des organisations féminines malaisiennes, qui fédère 120 associations de femmes et qui est la principale organisation non gouvernementale consultative auprès du Gouvernement pour les questions relatives à la condition féminine. Elle a conçu le plan stratégique décennal (2010-2020) du Conseil national, qui aligne les orientations de celui-ci sur le programme stratégique du pays.
- Elle a participé activement à l'élaboration de la politique nationale sur les femmes, à des réformes législatives, notamment celles concernant le viol, la violence familiale et la charia, et à la mise en place de la politique nationale visant 30 % de taux de participation des femmes aux processus décisionnels.
- Elle a représenté la Malaisie aux négociations portant sur la section C (santé) du Programme d'action de Beijing à la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 et intervient souvent en qualité de rapporteuse et d'animatrice de débats dans les réunions internationales.

### **Listes des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- Rapport parallèle au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2005)
- Éditrice des actes de la Conférence « Transcending the Gender Information Divide », PNUD (2000)
- « Asian Women Leaders in Higher Education II: Leadership Competencies to Face the Local-global Challenges of the 21<sup>st</sup> Century », UNESCO (2001)
- « Women and Development Chapter », Conseil consultatif économique national, Malaisie
- Elle est une chroniqueuse prolifique. Son dernier article intitulé « Equal Protection for All » a été publié dans *The Star*, un magazine d'actualité malaisien, le 6 janvier 2016.

## **Franceline Toe-Bouda (Burkina Faso)**

### **Date et lieu de naissance**

2 avril 1957, Paris

### **Langue(s) de travail**

Français, anglais

### **Situation/fonction actuelle**

- Avocate (avocat de la défense et conseiller juridique en droit des affaires, en droit civil, en droit du travail, en droit pénal, en droit administratif, en droit international et en droit relatif aux droits de l'homme) : exerce depuis 27 ans

### **Principales activités professionnelles**

- Avocate stagiaire (de 1986 à 1989); admise au barreau burkinabé en 1989; a ouvert son propre cabinet d'avocat en 1994
- Professeur de droit privé au lycée Universalis (de 1999 à 2000)
- Consultante auprès de l'Agence allemande de coopération technique : a rédigé les statuts d'une organisation non gouvernementale en coopération avec le FNUAP; a élaboré une communication sur les aspects juridiques des relations entre hommes et femmes pour le FNUAP

### **Études**

- Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en droit des affaires et fiscalité, faculté de droit, Université de Rennes (France) (1985); mémoire sur les tiers autorisés à exercer le droit d'alerter l'entreprise
- Licence en droit des affaires et fiscalité, faculté de droit, Université de Ouagadougou (Burkina Faso) (1984); mémoire sur la garantie bancaire
- Certificat d'études spécialisées en droit du travail (axé sur la gestion des ressources humaines), Université de Montpellier, France (1985)
- Diplôme de juriste d'entreprise et des affaires (DJCE), faculté de droit, Université de Rennes
- Séminaires de formation de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire, la problématique hommes-femmes et le développement, et la santé publique
- Georgetown Leadership Seminar, Georgetown University, Washington (mars 2009)
- Séminaire d'Equitas sur l'éducation aux droits de l'homme, Montréal (Canada) (juin 2010)
- Stage de deux semaines sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, organisé par le National Democratic Institute (2009/10)
- Baccalauréat, option Économie, lycée Philippe Zinda Kabore, Ouagadougou

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Coordonnatrice de la coalition nationale pour la mise en œuvre de la Convention (2010); membre du comité de rédaction du rapport officiel en relation avec le sixième rapport périodique du Burkina Faso au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; présentation du rapport officiel à la quarante-septième session du Comité, en octobre 2010, et participation au programme mondial de formation à l'échelon local du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (Asie et Pacifique) en préparation de l'examen du rapport par le Comité
- Analyse et présentation des points forts et des lacunes dans la législation burkinabé relative à la discrimination et la violence à l'égard des femmes lors des séminaires parlementaires nationaux et régionaux tenus à Ouagadougou en mars et avril 2011
- Présidente de l'Association des femmes juristes du Burkina Faso (de 2006 à 2010) et Secrétaire générale de l'Association (de 1994 à 2006)
- Membre du Conseil national des barreaux du Burkina Faso (de 1996 à 1998, de 2006 à 2009 et de 2009 à 2012)
- Animation de séances de formation de formateurs sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour Avocats sans frontières – France
- Participation à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne (1993)
- Participation à la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune, à l'assemblée générale de l'Association des jeunes avocats de l'Afrique de l'Ouest, à une conférence de l'Organisation internationale de la Francophonie pour les femmes juristes, etc.
- Expérience de la formation et de la sensibilisation des collectivités et des praticiens aux droits de la femme et de la famille

### **Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- « Répertoire des textes favorables aux femmes », janvier 2001
- « Lexique des termes juridiques et judiciaires relatifs aux droits de la personne et de la famille », mai 2002
- « Concept et approche genre liés au développement » (2008)
- « Le rôle de la “pougton” [sœur du roi traditionnel] dans la société traditionnelle mossi » (en cours)
- « Les cadres juridiques de l'entreprise »
- « Les forces et les faiblesses de la législation »
- « Présentation et analyse de la loi Burkinabé sur les quota »

- « Module de formation simplifié sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes »
- Modules de formation sur la protection des droits des personnes vulnérables pour Avocats sans frontières

**Aicha Vall Verges (Mauritanie)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance**

28 mai 1965 à Kiffa, Mauritanie

**Langue(s) de travail**

Français, arabe et anglais

**Situation/fonction actuelle**

- Économiste et fonctionnaire de l'État
- Présidente de la Commission nationale des femmes du parti Union pour la République, parti au pouvoir en Mauritanie. Cette commission a pour objectif de : i) concevoir, coordonner, suivre et évaluer les politiques, stratégies et programmes de promotion de la femme en vue d'assurer son intégration dans la vie publique; ii) faire l'état des lieux annuel du respect des engagements de l'État dans l'arsenal juridique (Convention, lois, etc.); et iii) mener les campagnes de plaidoyer sur les insuffisances constatées.

**Principales activités professionnelles**

- 2013-2014 : Ministre des affaires sociales, de l'enfance et de la famille
- 2011-2013 : Inspectrice générale d'État
- 2008 : Secrétaire d'État chargée des technologies de l'information et de la communication
- De janvier 2005 à juillet 2008 : Directrice générale adjointe de l'Agence nationale de promotion de l'emploi des jeunes
- 1992-2005 : Recrutement à la fonction publique, Chef de la Division « Secteur Rural » et Chef du Service des études économiques du Ministère des affaires économiques et du développement
- Depuis 2010 : Présidente de la Commission nationale des femmes du parti Union pour la République
- Depuis 2008 : Présidente de l'Association pour la santé préventive de la femme

**Études**

- Maîtrise en gestion de la politique économique, Centre d'études et de recherche sur le développement international, Clermont-Ferrand, France (2002/03); mention bien, deuxième de la promotion
- Maîtrise en sciences économiques option gestion, Nouakchott, Mauritanie (1987-1991); mention bien (major de la promotion durant les quatre années de la maîtrise)
- Baccalauréat série scientifique bilingue Nouakchott (1986);

- Brevet d'études bilingue, Nouakchott (1982)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

- Supervision des travaux préparatoires pour la levée partielle de la réserve générale sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2013)
- Suivi de la mise en application du code de statut personnel
- Participation aux travaux d'amendements de la Constitution pour prendre en compte l'égalité dans l'accès aux postes électifs pour les deux sexes (2012)
- Coordination des plaidoyers pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes comme : le droit à la pension (2011), l'égalité par rapport à l'âge à la retraite (2015), l'accès au recrutement dans certains secteurs, l'accès au poste de magistrat et à d'autres hautes fonctions
- Supervision d'un programme de subvention des projets au profit des femmes rurales en vue de renforcer leur autonomisation économique
- Suivi et évaluation des politiques de lutte contre les violences; contribution aux travaux de plaidoyer pour l'application des conventions et loi protégeant les droits des femmes avec demande de la criminalisation du viol
- Suivi et évaluation des politiques de santé et d'éducation

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux**

- Note d'analyse des mécanismes d'accès des femmes aux postes électifs (2012)
- Notes de sensibilisation à l'attention des décideurs sur les discriminations constatées dans certains domaines (emploi, pension, âge de la retraite, bourses, accès au crédit)
- Enquête sur la représentativité des femmes dans les postes de décision
- Note intitulée « Marche des femmes vers l'égalité par la participation dans la prise de décisions » (2010)
- Note sur la fonction publique et le genre (2012)
- Note sur la corruption et le genre (2010)
- Évaluation du code du statut personnel
- Coordination de l'élaboration d'un manuel d'apprentissage des langues nationales
- Étude sur la conception des outils de sensibilisation sur la prévention des maladies mortelles